Allocution prononcée par Monsieur Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République française, à l'occasion de la XXème Conférence Générale de l'UNESCO. Vendredi 27 octobre 1978.

Numéro d'inventaire : 1978.03683
Auteur(s) : Valéry Giscard d'Estaing
Type de document : imprimé divers
Éditeur : Ministère de l'Education. Service d'information. (110, rue de Grenelle, 75007 Paris Paris)
Date de création : 1978
Description : Feuille imprimée pliée en deux.
Mesures : hauteur : 280 mm ; largeur : 209 mm
Notes : Allocution évoquant le rôle de l'UNESCO, s'intéressant aux fonctions de l'école et valorisant le rôle de l'enseignant.
Mots-clés : Conception et politiques éducatives
Filière : aucune
Niveau : aucun
Autres descriptions : Langue : Français
Nombre de pages : 4

Allocution prononcée par

MONSIEUR VALERY GISCARD D'ESTAING, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE,

à l'occasion de la XXème Conférence Générale de l'UNESCO

Vendredi 27 octobre 1978

La réunion à Paris de la 20ème session de la Conférence Générale de l'UNESCO me donne aujourd'hui le privilège de contribuer à vos travaux. C'est avec plaisir que j'ai répondu à l'invitation du Directeur Général, M. M'BOW, qui met au service de l'Organisation d'exceptionnelles qualités intellectuelles et humaines qui sont reconnues par tous.

L'assistance présente ici, comme l'extension nouvelle du siège attestent l'augmentation continue du nombre des pays membres, en même temps que l'accroissement et la diversification des tâches de votre institution. Elle confirme aussi un privilège dont la France est fière : l'implantation de l'UNESCO à Paris, que Léon BLUM demandait en 1945, lors de la conférence constitutive en raison de «la tendance à l'universalité de la culture française».

L'UNESCO : servir l'unité humaine

Ici même, lors de la session de 1966, le Général de GAULLE, Président de la République, remarquait «Ce qui inspire à la France une exceptionnelle sympathie pour vos travaux et pour vos actes, c'est qu'ils ont pour raison d'être de servir l'unité humaine. Le but», affirmait-il encore, «visé par la politique de la France et qui n'est rien que l'unité nationale, européenne, mondiale, est en profonde conformité avec celui que poursuit votre organisation à l'échelle de l'Humanité».

J'ai moi-même, à plusieurs reprises, souligné l'importance que j'attache à l'UNESCO, et assuré le Directeur Général du soutien de la France à l'action qu'elle poursuit.

L'UNESCO n'est ni un institut de recherche ni une université, mais un cadre de coopération où les pays membres s'efforcent de parvenir à une conscience commune des problèmes de la société moderne, exprimés souvent au niveau de la collectivité mondiale ou du destin de l'espèce humaine, et notamment de ceux qui sont posés par la légitime aspiration des moins favorisés à plus d'égalité et de justice dans l'ordre international. En ce sens, on doit la considérer comme politique, au sens élevé du terme, mais elle ne saurait, sans se laisser détourner de sa mission, être indûment politisée.

Plus qu'aucune autre Institution internationale, l'UNESCO est confrontée à la diversité des traditions, des cultures, des situations, des positions idéologiques, des niveaux de développement.

Mais en même temps, plus peut-être qu'aucune autre, elle est en mesure de percevoir, et surtout de mettre en évidence, le fait qu'au sein de sociétés si différentes, des tensions analogues se manifestent, des aspirations s'expriment, pour des motifs et avec des effets assez semblables.

Voilà, me semble-t-il, ce qui fonde l'Organisation et lui donne sa raison d'être. Voilà ce qui fait l'originalité et la valeur de la coopération qu'elle développe au niveau de la connaissance et de la réflexion, comme à celui de l'action concrète : la culture mondiale des cultures.

Nous ne pouvons plus, chacun pour soi, prévoir isolément le futur. L'avenir nous rend solidaires plus encore que le présent. Dans sa perspective profonde, cet avenir n'est accessible que par ce qu'il m'est arrivé d'appeler «un mouvement de conscience collective». Peut-être est-ce la vocation de l'UNESCO de contribuer, si progressivement que ce soit, à prévoir et à susciter un tel mouvement.

L'UNESCO, par sa nature même, a charge d'avenir. Et elle en a charge, au tout premier chef, - ce n'est pas une préférence que je leur accorde, c'est une priorité que je leur reconnais -, pour celles de ses activités qui touchent l'éducation. En cette veille attentive du troisième millénaire, jamais l'avenir de nos sociétés n'aura dépendu à ce point de l'éducation.

C'est à certains des problèmes qu'elle pose aujourd'hui, à tous nos pays, que je voudrais consacrer l'essentiel de mes remarques.

L'éducation : un bénéfice indirect

Il semble que ces problèmes de l'éducation, sur lesquels se concentrait naguère l'attention, ne suscitent plus un intérêt aussi vif. Devant l'ampleur des investissements consentis et la minceur relative des résultats obtenus, un certain scepticisme semble apparaître en matière d'éducation.

Ce scepticisme, je ne le partage pas.

Sans doute les efforts immenses consacrés à l'éducation par chacun d'entre nous depuis vingt ans n'ont-ils pas porté tous les fruits que nous en attendions.

Mais peut-être ces fruits n'étaient-ils pas exactement ceux qu'il aurait fallu attendre ? Peut-être aussi avons-nous eu tendance à nous satisfaire, sous la pression du besoin, de moyens inadaptés ?

Nous avons cru que l'éducation pouvait être par elle-même créatrice d'emplois et qu'il suffisait, pour préparer les nouvelles générations à leurs tâches futures de perpétuer, en les appliquant à tous, et non plus à quelques-uns, les mêmes modèles que pour les tâches anciennes.

C'était poser en termes trop simples les rapports entre éducation et développement. C'était oublier que le bénéfice à espérer de l'éducation, s'il est essentiel n'en est pas moins indirect : l'éducation ne décide pas à elle seule du développement, mais elle en crée les conditions.

Il n'y a de progrès possible que s'il existe des hommes, et des femmes, capables de l'assumer. A l'école de les y aider, à elle de prendre, pour le faire, la pleine mesure du monde où nous vivons et, comprenant mieux la mission plus large qui est désormais la sienne, d'inventer les méthodes et les structures nouvelles qui lui font encore souvent défaut.

Des sociétés en mal d'elles-mêmes

Nos sociétés sont, dans un grand nombre de cas, des sociétés en mal d'elles-mêmes.

Je partirai de ce constat, pour tenter de définir ce que devrait être l'école d'aujourd'hui : une école duale ; à la fois notre mémoire et notre imagination, la gardienne des traditions et des connaissances et le moteur du changement.

Cette double fonction, elle ne pourra l'accomplir, que si elle procède à un certain nombre d'innovations.

Et l'école ne peut réaliser les espoirs que nous plaçons en elle que si les enseignants bénéficient de la part des gouvernements de toute la confiance et de tout le soutien nécessaires.

J'ai dit que beaucoup de nos sociétés étaient des sociétés en mal d'elles-mêmes. Je ne prétends pas ignorer les différences, souvent considérables, qui les séparent. Mais parce qu'il existe une logique du progrès qui nous concerne tous, il me semble que nous sommes tous confrontés, à des degrés divers, avec le même phénomène.

La tentation a pu apparaître dans notre société de fractionner le savoir, de mettre la culture au pluriel. La prédominance des sciences et des techniques, leur complexité croissante ont tendu, pendant un temps, à nous faire préférer des formations spécialisées. Nous sommes conscients aujourd'hui que si notre enseignement doit tenir compte de l'impératif de spécialisation, l'isolement des spécialistes ne peut permettre de répondre aux interrogations du monde moderne.

Ce qu'a de singulier et d'unique la culture, c'est d'être une réponse nécessairement globale, une clé d'explication pour comprendre ce que nous avons été, ce que nous sommes, ce que nous deviendrons. Si cette culture ne doit pas ignorer le monde moderne, elle ne peut pas davantage s'enfermer dans le cloisonnement des disciplines. La culture, à tous les niveaux, est une ouverture et non un confinement.

Des moyens de communication puissants et diversifiés permettent aujourd'hui une circulation d'informations, de services et de pensées qu'il faut souhaiter plus libre et mieux équilibrée. A quoi bon tant d'images et de sons, si celui ou celle qui les reçoit n'a pas les moyens de décider par lui-même de leur valeur et de leur intérêt ?

Puisqu'il est de mode aujourd'hui de parler de l'avenir en termes de scénario, j'esquisserais volontiers, pour mieux l'exorciser, l'hypothèse suivante. Laissons les choses aller leur train, laissons les savoirs se juxtaposer, les informations se succéder. Les premiers s'ignoreront toujours davantage entre eux, les secondes s'aboliront toujours plus vite les unes les autres par la saturation des consciences et des intelligences.

Soumises à un double processus d'accumulation et de discontinuité, nos sociétés, devenues sans mémoire, perdront peu à peu leur cohérence et leur identité. Saturées de messages, mais pauvres en communication, elles verront s'effacer ces traits singuliers qui faisaient leur saveur, cette identité pluraliste qui, si elle nous a quelquefois déchirés, n'a jamais cessé de nous enrichir.

Cette cohérence, cette identité pluraliste, il est temps de les préserver, et presque déjà de les restaurer. Telle devrait être, et j'aborde ici mon second point, l'une des deux fonctions de l'école.

L'école : gardienne des traditions et moteur du changement

Une école à qui il faut maintenir ou redonner son rôle le plus ancien, celui de gardienne du savoir acquis et des traditions culturelles. Non, je le précise, par un quelconque esprit de réaction, mais parce que la préparation des lendemains passe par une redécouverte des origines.

Quelle que soit l'importance des disciplines et des techniques nouvelles, l'histoire par exemple doit conserver ou retrouver, dans toute éducation bien comprise, la place centrale qui fut si longtemps la sienne. Chaque génération nouvelle doit venir s'agréger à la collectivité culturelle à laquelle elle appartient.

Que l'on me comprenne bien : il ne s'agit pas d'encombrer nos enfants et nos adolescents d'une masse de faits qui viendraient concurrencer celle dont les abreuve quotidiennement cette autre école que l'on a pu nommer «parallèle». Le combat serait perdu d'avance.

Mais il convient de leur montrer qu'ils appartiennent à une communauté qui a ses permanences, ses racines, ses repères. Qu'ils sont fils d'un pays ou d'une civilisation avant d'être citoyens d'une époque et qu'ils ne pourront accéder à une meilleure connaissance de l'univers extérieur que s'ils prennent d'abord conscience de leur être propre, et de leur enracinement historique et culturel.

Encore faut-il éviter l'excès inverse et ne pas se crisper sur des particularismes périmés. Si trop de jeunes se désintéressent aujourd'hui de l'école, c'est qu'ils croient y lire le refus de ce qui, à bon droit, les passionne.

Le monde qui est le nôtre, mais qui, chaque jour qui passe, devient le leur, il nous appartient, loin de les en détourner, de leur donner les moyens de le mieux comprendre, d'en mieux percevoir et prévoir les évolutions de plus en plus rapides et de plus en plus profondes.

Il fut un temps où les sociétés n'évoluaient guère. L'école pouvait se contenter de transmettre, au sein d'un monde qui changeait peu, un savoir qui ne changeait pas.

Si elle doit demeurer la mémoire des civilisations et des cultures, ce n'est pas pour s'en faire la prisonnière, c'est pour mieux remplir sa seconde fonction qui est essentielle : celle de moteur ou plus exactement de catalyseur du changement.

L'école doit aider chacun à choisir son avenir et à le préparer.

Livré à lui-même, notre présent n'a rien à dire. C'est une boussole, sans champ magnétique. Etudié pour lui-même, notre passé n'a rien à nous apprendre, sauf à ceux qui s'interrogent déjà sur les résultats de leur action. L'un des principaux précurseurs de l'art moderne avait pris l'habitude d'installer ses toiles dans un champ pour voir si elles «tenaient». La seule culture qui puisse «tenir», à l'ère de la spécialisation et de la télématique, c'est une culture audacieuse et vivante, inventive et critique, une culture qui, tout en situant de manière précise le présent par rapport au passé, renvoie alternativement ses faisceaux de l'un sur l'autre.

Cette culture, l'école en possède aujourd'hui les clés. A condition, c'est mon troisième point, qu'elle accepte de s'ouvrir pleinement au monde qui l'entoure.

Elle y parviendra de trois manières, qui se commandent et se complètent :

- en multipliant les contacts avec le monde extérieur, celui de la cité, de l'entreprise, des organismes de recherche scientifique et de gestion ;

- en rompant avec l'esprit encyclopédique et élitiste qui a présidé depuis trop longtemps, dans la plupart de nos sociétés, à la définition des programmes et des objectifs ;

- en initiant les élèves, dès leur plus jeune âge, au bon usage des moyens d'information, c'est-à-dire en les formant à l'information.

Si je me borne à une énumération aussi succinte, c'est que votre organisation a déjà beaucoup réfléchi sur ces différents points, et qu'en particulier le problème de l'alternance, c'est-à-dire de l'articulation entre des temps de travail et des temps de formation, question centrale de la formation des hommes et des femmes de demain, doit tenir une large place dans vos prochains travaux.

L'école : instrument de la marche vers l'égalité

Je voudrais simplement souligner le rôle capital, pour la réussite de ce que j'ai appelé l'ouverture au monde, de la notion parfois mal comprise d'interdisciplinarité. L'école d'aujourd'hui et de demain devra s'efforcer d'établir, d'un domaine à l'autre du savoir, des échos, des échanges, bref une circulation. Elle devra tendre, non pas à une convergence artificielle des connaissances, mais à une complémentarité raisonnée des savoirs et des méthodes.

Aujourd'hui, encore plus qu'hier, l'éducation repose sur l'assimilation d'un ensemble de connaissances. Certains ont pu penser un instant qu'on pouvait appréhender le tout en ignorant les composants. Comme si l'on pouvait comprendre une automobile en la regardant de l'extérieur et en ignorant les milliers de pièces qui la constituent. L'école doit, en premier, permettre de recevoir les connaissances, le savoir indispensable à l'homme de notre temps. Elle doit, ensuite, nous aider à maîtriser cet acquis en formant le jugement, cette clé de discernement qui forge notre personnalité.

L'école qui pouvait, autrefois, apparaître comme une reproductrice des talents et des compétences et des situations, est devenue un instrument de la marche vers l'égalité. Elle doit favoriser l'accès de tous à la culture, permettre à tous les individus de saisir les chances de la vie. Nos systèmes éducatifs prennent, progressivement, en charge la réalisation de cette entreprise. C'est le sens de la création, en France, du Collège unique pour tous. Fonction redoutable car le système scolaire devient porteur d'espérances qu'il convient de ne pas décevoir. L'effort d'accueil fait par l'appareil éducatif perdrait son sens s'il devait aboutir à une régression de la qualité des formations. L'égalité ne doit pas être un trompe-l'œil ; solder les diplômes pour faire croire que l'objectif égalitaire est atteint. C'est, au contraire, un objectif d'excellence qui doit nous guider. Porter notre jeunesse vers les sommets de la connaissance et de l'intelligence, et non vers la facilité. Imaginer avec elle une société où la justice prend la forme du progrès, et non celle d'une absurde destruction de l'intelligence. Je suis convaincu que la qualité de notre vie future dépendra, pour chacun de nous et pour les collectivités internationales, de la qualité de notre école.

Ces préoccupations nous obligent à réexaminer la structure traditionnelle de nos systèmes éducatifs.